

LA REVUE D'ACTUALITÉS DE O-CR L'OBSERVATOIRE des camps de réfugiés

L'actualité des camps de réfugié-e-s dans le monde

DANS CE NUMÉRO

LES RÉDACTRICES DE LA
REVUE p.1

ZONE AFRIQUE DU NORD
/ MOYEN ORIENT p.3

ZONE EUROPE p.5

ZONE AFRIQUE p.8

ZONE ASIE / PACIFIQUE p.13

ZONE AMÉRIQUES p.16

AVANT-PROPOS



Expression. C'est le mot qui me vient à l'esprit au moment de vous décrire le numéro de ce mois-ci.

Enquêter et communiquer sur les réalités de l'encampement est notre mission à l'O-CR. Vous informer régulièrement des dernières actualités concrètes en lien avec l'encampement est notre mission à la Revue d'Actualités. **Ce moi-ci, nous vous faisons parvenir la voix de Goli**, demandeuse d'asile afghane, celle de **Loulahy**, joueur dans une équipe de football entièrement composée de réfugié-e-s de Gaza, **celle d'Alpha**, un jeune de 15 ans sans solution d'hébergement durable en France, celles en colère **d'exilé-e-s au Mexique** dénonçant leurs conditions de rétention, celles encore **d'exilé-e-s rohingyas et afghan-e-s** qui se réapproprient leurs récits en créant leurs propres médias.

Dans ce numéro, nous souhaitons mettre en avant **la diversité des voix des personnes concernées par l'encampement**, et des situations observées dans toutes les zones géographiques étudiées par l'O-CR. Ce panorama n'a pas pour but d'être exhaustif et est réalisé à partir de la documentation publique à laquelle nous avons accès.

Bonne lecture !

Marjorie MENSAH, Responsable éditoriale



LES RÉDACTRICES DE LA REVUE D'ACTUALITÉS



En novembre 2022, grâce au succès des numéros précédents, l'équipe de la revue d'actualités s'est agrandie. Les rédactrices vous accueillent !



Agathe NATIJ - Zone Asie/Pacifique

Diplômée de Sciences Po Grenoble et d'un master 2 Droits de l'Homme et Droit International Humanitaire obtenu à l'Université Paris-Saclay, elle travaille depuis plus de quatre ans comme officière de protection instructrice à l'OFPRA.

Fatima Azzahra SENOUSI - Zone Afrique du Nord /Moyen Orient (ANMO)

Étudiante en L3 LLCER Moyen-Orient/Maghreb Arabe littéral, parcours Relations Internationales à l'INALCO (Paris 13)



Marion FRELAT - Zone ANMO & Responsable adjointe

Chargée de projet au Médialab de Sciences Po. Elle est diplômée du master de recherche en politique comparée (Moyen-Orient, Méditerranée, Amérique Latine) de l'IEP d'Aix, et s'est particulièrement intéressée aux migrations de retour dans ses travaux de recherche.

Anjali CLAES - Zone Amériques

Responsable de l'hébergement solidaire chez l'association Réfugiés Bienvenu, diplômée d'un Master en sociologie et anthropologie spécialisée sur les migrations de l'Université de Paris.



Emma COLIN - Zone Amériques

Diplômée d'une Licence en Droit français - Droit espagnol de l'Université de Nanterre et d'un Master en Coopération internationale & ONG de l'Université Sorbonne Paris Nord.

LES RÉDACTRICES DE LA REVUE D'ACTUALITÉS



Yusra LAQBAQBI - Zone Afrique

Diplômée d'une Licence d'Histoire-science politique à l'Université Lumière Lyon II, elle est étudiante en M1 de politique comparée Afrique Moyen-Orient à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne.

Zélia BRIGGS - Zone Afrique

Diplômée d'une maîtrise en sécurité internationale à Sciences Po Lille. Après être passée par les services de l'Ambassade de France à New York, elle réalise actuellement une année de césure entre le Centre Afrique Subsaharienne de l'IFRI et la Mission de Défense de la France à Luanda, Angola.



Sara TRABI - Zone Afrique

Diplômée d'une Licence d'Anglais et d'une Licence d'Arabe et Relations Internationales, elle est étudiante en Master Études Internationales à l'Université Sorbonne Nouvelle. Elle a travaillé pour le comité UNICEF de Paris, la Fondation Intisar à Beyrouth, et travaille actuellement à l'iReMMO à Paris.

Camille B. - Zone Europe

Diplômée de Masters de Sciences Po Bordeaux et de Paris 1, elle travaille actuellement comme humanitaire en ONG, essentiellement au Moyen-Orient.



Alix GEOFFROY - Zone Europe

Engagée auprès des exilé-e-s depuis 2018 à Paris, elle a coordonné des projets de soutien matériel, d'hébergement solidaire, d'accès à l'information et aux droits, principalement dans les campements informels, et mené des activités de plaidoyer en faveur d'un meilleur accueil des personnes exilées.

Marjorie MENSAH- Responsable éditoriale

Depuis 2017, elle développe une expertise autour des questions de mobilité humaine et d'égalité des genres grâce à ses expériences académiques, associatives et professionnelles. Diplômée de Sciences Po Bordeaux (France) et de l'Université du Rosario (Colombie) en coopération internationale, lauréate de l'Institut de l'Engagement, elle rejoint l'Observatoire des Camps de Réfugiés en novembre 2021 pour lancer la première revue d'actualités de l'O-CR.





OCR L'OBSERVATOIRE des camps de réfugiés

L'actualité des camps de réfugié-e-s dans le monde

Zones Afrique du Nord / Moyen-Orient

| 05/03/2023

Les enjeux de rapatriement des Kirghizes du camp d'Al-Hol en Syrie

Syrie. Si certains pays empêchent leurs nationaux de revenir des camps de Syrie, d'autres ne sont simplement pas capables de les rapatrier. C'est le cas par exemple du Kirghizistan, qui fait face à des enjeux logistiques et financiers pour rapatrier ses nationaux du camp d'Al-Hol au nord de la Syrie. Plus de 300 ressortissant-e-s Kirghizes résident dans ce camp, qui accueille plus de 56 000 personnes, dont deux tiers sont âgées de moins de 12 ans, selon l'ONG de défense des droits de l'homme Human Rights Watch.



PLUS D'INFOS ICI

« 'No place for a child to be': Foreigners remain stuck in Syria's war-on-terror camps », publié le 05/03/2023 par *The New Humanitarian* (réseau d'analyses humanitaires)

| 12/03/2023

« Le tueur présumé d'un membre du Fatah à Aïn el-Héloué remis aux factions palestiniennes »

Liban. Le camp de Ein el-Hilweh, situé près de Saïda, au Sud-Liban, est le plus grand camp de réfugié-e-s palestinien-ne-s du pays. Il abrite près de 80 000 personnes dont environ 55 000 palestinien-ne-s et quelques milliers de syrien-ne-s, qui assistent régulièrement à des affrontements armés entre des groupes rivaux, notamment entre le Fatah (parti nationaliste

palestinien) et des groupes islamistes tel que Osbat al-Ansar, lié à Al-Qaïda. Au début du mois de mars, un membre du Fatah aurait été tué par Khaled Ala' el-Dine, membre de Osbat al-Ansar. Les factions palestiniennes du camp de Aïn el-Héloué ont annoncé que le suspect est sous surveillance et sera prochainement remis à l'armée libanaise.



PLUS D'INFOS ICI

« Le tueur présumé d'un membre du Fatah à Aïn el-Héloué remis aux factions palestiniennes », publié le 12/03/2023 par *L'Orient le jour* (quotidien francophone libanais)

| 14/03/2023

Des camps d'hébergement aux camps de détention à Tunis

Palestine. Une cinquantaine de migrant-e-s, de réfugié-e-s et de demandeur-se-s d'asile originaires de pays subsahariens sont en détention dans un centre situé à Ouardia, au sud de Tunis. Selon un ivoirien exilé, qui témoigne dans cet article, le statut du camp est flou : « *officiellement, c'est un centre d'hébergement, mais dans les faits, c'est un centre de détention* ». En effet, en plus des conditions insalubres dans lesquelles ils vivent, les détenus ne peuvent pas faire de recours, ni bénéficier d'une assistance juridique ou avoir des informations quant à la date de leur libération. Cette situation reflète la vague de violence qui touche les migrant-e-s subsaharien-ne-s en Tunisie depuis février 2023, quand le président Kaïs Saïed a appelé à les expulser du pays.

Zones Afrique du Nord / Moyen-Orient



PLUS D'INFOS ICI



« "On te crache dessus, on t'insulte" : dans les coulisses du centre pour migrants d'El Ouardia à Tunis », publié le 14/03/2023 par *InfoMigrants* (site d'information destiné aux migrant-e-s)

| 05/04/2023

« La ligue de football du ramadan apporte un peu de joie dans les camps de réfugié-e-s de Gaza »

Palestine - Gaza. Chaque année, pendant le ramadan, un tournoi de football est organisé dans le camp de réfugié-e-s de Rafah, l'un des huit camp de réfugié-e-s palestiniens situé dans le sud de la bande de Gaza.



THIS GROUND IS MORE POPULAR THAN MANY OTHER STADIUMS ; IT IS A PLAYGROUND FOR REFUGEES. WE PLAYED HERE AS CHILDREN.



Loulahy (joueur de l'équipe de Rafah)



PLUS D'INFOS ICI



« Ramadan football league brings a bit of joy to Gaza refugee camp », publié le 05/04/2023 par *Middle East Monitor* (site d'information arabo-américain)

| 12/03/2023

« A Tunis, violent démantèlement d'un camp de migrants devant le HCR »

Tunisie. Un camp informel de 200 personnes d'Afrique subsaharienne s'était improvisé depuis trois semaines devant les locaux du HCR à Tunis, en réaction à la suspension des enregistrements et des examens des dossiers de demande d'asile par l'agence onusienne, due à une opération mondiale sur leur système d'enregistrement et de gestion des identités, du 31 mars au 17 avril. Cette annonce a provoqué la colère de migrants déjà à fleur de peau dû aux délais de traitement des dossiers, parfois supérieur à deux ou trois ans, et au climat d'insécurité envers les réfugié-e-s entretenu par le discours xénophobe du président Kaïs Saïed.

Le camp improvisé a été violemment démantelé par la police tunisienne, détruisant les affaires des migrants et utilisant des gaz lacrymogènes. Le HCR s'est dit préoccupé par ces incidents dans un communiqué de presse publié à la suite des événements.



PLUS D'INFOS ICI



« A Tunis, violent démantèlement d'un camp de migrants devant le HCR », publié le 12/03/2023 par *InfoMigrants* (site d'information destiné aux migrant-e-s)





| 09/04/2023

A Lampedusa, les migrants sont parqués dans des camps, dans des conditions "invivables", selon un bénévole de l'église locale

Italie. L'île italienne de Lampedusa, située à quelques 130 km des côtes tunisiennes, est l'une des premières portes d'entrée vers l'Europe. 3 000 personnes exilées y vivent, enfermées dans un camp prévu pour accueillir 300 personnes. Les journalistes n'ont pas accès au camp, et les volontaires qui y travaillent ne sont pas autorisé-e-s à parler aux médias : leur ONG risquerait de perdre son accès au camp. Seuls les militaires, qui ne restent que 15 jours en poste à Lampedusa avant d'être remplacés, peuvent s'y rendre. Certains sont en faction, en camion, sur les rochers qui surplombent le centre d'exilé-e-s, au cas où une personne tenterait de s'échapper du camp. Un volontaire pour l'église de Lampedusa, qui connaît bien le camp, accepte d'en parler : "C'est invivable dedans, invivable [...] et complètement délabré : les toilettes, tout... Ils dorment dehors. C'est indescriptible, et rien ne fonctionne !" Entre l'armée et la police, près de 1 000 membres des forces de l'ordre sont en poste sur l'île, qui ne compte qu'un peu plus de 6 000 habitants.



PLUS D'INFOS ICI

« **Reportage. A Lampedusa, les migrants sont parqués dans des camps, dans des conditions "invivables", selon un bénévole de l'église locale** », article publié le 09/04/2023 par *FranceInfo* (média public d'information française)

| 05/04/2023

Paris : plus de 200 mineur-e-s non accompagné-e-s (MNA) occupent une école abandonnée pour réclamer une prise en charge

France. Aux côtés de plusieurs associations, dont Utopia 56, plus de 200 jeunes exilé-e-s ont investi mardi soir une école désaffectée du 16^e arrondissement de Paris. "Depuis plus de trois mois, des centaines d'adolescents étrangers et isolés errent dans les rues parisiennes, confrontés au froid, à la faim, au harcèlement policier et à la destruction de leurs biens matériels", écrivent les associations dans un communiqué. Alpha, un jeune de 15 ans rencontré par *InfoMigrants*, connaît cette situation. Installé dans une rue avec d'autres migrants, il a déjà eu affaire deux fois à la police. "Mes amis ont eu peur, ils sont partis, ils ne veulent pas être expulsés. Je ne sais pas où ils sont. Moi je reste tout seul maintenant", a-t-il confié. Cet isolement forcé inquiète les associations. Les MNA, qui sortent de leurs radars, voient une dégradation de leur santé physique et mentale, et peuvent être la cible de trafics en tout genre.



PLUS D'INFOS ICI

« **Paris : plus de 200 mineurs occupent une école abandonnée pour réclamer une prise en charge** » article publié le 05/04/2023 par *InfoMigrants* (site d'information destiné aux migrant-e-s)

| 05/04/2023

"Lutte contre l'immigration illégale" : le Royaume-Uni va héberger des migrant-e-s sur une barge

Royaume-Uni. La politique migratoire britannique, déjà controversée, ajoute à son arsenal le recours à une barge pour héberger des demandeur-euse-s d'asile. La mesure a pour but de réduire les coûts, dissuader les traversées de la Manche et "*réduire au minimum les perturbations pour la population locale*", a annoncé le gouvernement. La barge sera amarrée au port de Portland, dans le sud de l'Angleterre, et opérationnelle pendant 18 mois. Elle pourra héberger environ 500 personnes pendant que leur demande d'asile est examinée, a précisé le Home Office (département gouvernemental en charge de la politique intérieure). "*Confiner des centaines de personnes à l'isolement sur une barge n'est qu'un peu plus du théâtre que le gouvernement a créé pour masquer sa mauvaise gestion patente du système d'asile*", a dénoncé Steve Valdez-Symonds, responsable de la section réfugiés et droits des migrants chez Amnesty International UK. Dénonçant la "*cruauté*" du projet, il a demandé son abandon.



PLUS D'INFOS ICI



« Lutte contre l'immigration illégale : le Royaume-Uni va héberger des migrants sur une barge », article publié le 05/04/2023 par France 24 (média international d'informations en continu)

| 03/04/2023

Goli, demandeuse d'asile afghane dans le camp grec de Katsikas : "Ici, c'est une prison"

Grèce. Goli est une demandeuse d'asile afghane vivant dans le camp de Katsikas, dans le nord de la Grèce. Elle témoigne de son quotidien auprès d'*InfoMigrants*. Elle informe le média que le camp est fait seulement de conteneurs. Son logement est insalubre et ses conditions de vie ne sont pas dignes : les murs sont troués, elle doit subir les fuites d'eau, les insectes dans les lits, le gaz qui ne fonctionne pas. De plus, seulement une machine à laver sur 20 fonctionne, pour 1 000 personnes. Elle qualifie le camp d'"horrible" :



IL NY A RIEN À FAIRE DANS CE CAMP. LES JOURNÉES SE RÉSUMENT SOUVENT À DES TEMPS VIDES DANS LE CONTENEUR. IL NY A AUCUN DIVERTISSEMENT, AUCUNE ACTIVITÉ. POUR MON FILS DE QUATRE ANS, VIVRE ICI, C'EST TRÈS DIFFICILE. À CHAQUE FOIS QU'IL VOIT QUELQU'UN QUI A OBTENU SES PAPIERS ET QUI QUITTE LE CAMP, IL VIENT ME VOIR POUR ME DIRE QU'IL A ENVIE DE PARTIR AVEC EUX.



Goli, demandeuse d'asile afghane

25 femmes se sont rassemblées dans un collectif afin de faire entendre les revendications des résident-e-s aux autorités du camp.



PLUS D'INFOS ICI



« Goli, demandeuse d'asile afghane dans le camp grec de Katsikas : "Ici, c'est une prison" », article publié le 03/04/2023 par *InfoMigrants* (site d'information destiné aux migrant-e-s)

| 24/04/2023

La crise de l'hébergement des demandeurs et demandeuses d'asile empire en Belgique

Belgique. La crise de l'hébergement des personnes exilées en Belgique s'aggrave. Depuis la récente évacuation de plusieurs centaines de personnes d'un squat, le nombre de tentes dans les rues de Bruxelles s'est multiplié. Au moins 150 personnes dorment désormais sous des tentes le long d'un canal dans le centre de la capitale. Les autorités seraient à la recherche de chambres d'hôtel pour héberger celles et ceux qui campent actuellement dans la rue. En attendant, les associations distribuent des couvertures et des sacs de couchage. L'ONG Action réfugiés Flandre rappelle que les autorités belges sont "légalement tenues de fournir un abri aux personnes demandant l'asile." Quelques 3 000 personnes sont actuellement dans l'attente d'une place dans un centre d'accueil. Pourtant, la Fedasil (agence fédérale en charge de l'accueil des demandeur-euse-s d'asile) a été condamnée le 19 janvier à verser une amende de 5 000 euros par jour tant qu'elle ne respecte pas ses obligations de fournir un hébergement aux demandeur-euse-s d'asile pendant la durée de leur procédure.



PLUS D'INFOS ICI

« **Belgique : la crise du logement des demandeurs d'asile empire** » article publié le 24/04/2023 par *InfoMigrants* (site d'information destiné aux migrant-e-s)

| 10/04/2023

"115 de la débrouille" : à Paris, des tentes d'exilé-e-s dans des locaux de start-up

France. Face à la saturation des centres d'hébergement et aux expulsions de réfugié-e-s hors de la capitale, des propriétaires privés mettent temporairement leurs locaux vacants à la disposition d'associations d'aide aux migrant-e-s. David Peronnin, fondateur d'entreprise, s'inquiétait de voir de jeunes migrant-e-s dormir à la rue. Il y a vu une équation simple à résoudre : « D'un côté, j'ai des locaux vides parce qu'on veut les rénover bientôt et de l'autre, il y a des jeunes qui dorment dehors. Pourquoi ne pas leur en faire profiter ? » explique-t-il. Il s'est tourné vers Utopia 56, et les deux parties ont signé un bail temporaire jusqu'en juin, date du début des travaux. Une bouffée d'air pour les jeunes exilé-e-s. « On surnomme ça le 115 de la débrouille. Ça fonctionne plutôt bien : ça redonne de la dignité aux jeunes et à nous, les associations. On n'en pouvait plus d'être dehors. Depuis qu'ils sont ici, il faut voir comment ils ronflent les jeunes ! Ils avaient besoin de repos », raconte Yann Manzi, fondateur d'Utopia 56.



PLUS D'INFOS ICI

« **"115 de la débrouille" : à Paris, des tentes d'exilés dans des locaux de start-up** » article publié le 10/04/2023 par *Libération* (média français d'information générale)



Zone Afrique

| 21/03/2023

L'impact du cyclone Freddy dans le camp de réfugié-e-s de Dzaleka

Malawi. Le 12 mars 2023, le cyclone Freddy a frappé le Malawi, entraînant le déplacement de plus d'un million de malawites et la création de camps de déplacé-e-s au sein du pays. Selon les autorités malawites, le cyclone a tué 676 personnes tandis que 538 sont déclarées disparues. Le camp de Dzaleka, situé non loin de Lilongwe, la capitale du pays, a lui aussi été touché. Établi en 1994, il est le plus grand camp du Malawi : il accueille plus de 50 000 réfugié-e-s et de demandeur-euse-s d'asile venant de 5 pays différents (Burundi, RDC, Éthiopie, Rwanda et Somalie). Selon le président du camp de Dzaleka, le cyclone Freddy n'a pas épargné les résident-e-s, laissant derrière lui des victimes dont le nombre exact n'est pas encore connu.

“


BIEN QU'IL NE CONTRIBUE QUE FAIBLEMENT AU PROBLÈME, LE MALAWI EST CONFRONTÉ AUX CONSÉQUENCES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE. NOUS APPELONS LES GRANDS ÉTATS ÉMETTEURS, QUI SONT RESPONSABLES DE MANIÈRE DISPROPORTIONNÉE DE LA CRISE CLIMATIQUE, À RÉDUIRE RADICALEMENT LEURS ÉMISSIONS ET À AUGMENTER LE FINANCEMENT DES MESURES D'ADAPTATION ET DES PERTES ET DOMMAGES.

”

Rapporteurs Spéciaux du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies, le 4 avril 2023



PLUS D'INFOS ICI

« “Malawi: des réfugiés emportés par le cyclone Freddy”, » publié le 21/03/2023 sur SOS Médias Burundi (média burundais indépendant d'information générale) 

« UN experts express solidarity with the people of Malawi in wake of Cyclone Freddy, » publié le 04/04/2023 sur le site du HCDH (Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits Humains)

| 06/04/2023

Des centres de transit sous tension au Niger près de la frontière algérienne

Niger. Le centre de transit d'Assamakka, situé en plein désert au nord du Niger près de la frontière algérienne, a été créé par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) dans le but d'accueillir temporairement les migrant-e-s refoulé-e-s par l'Algérie. Cependant, l'absence de politique migratoire claire en Algérie couplée au sentiment d'abandon par les pays de l'Union Européenne (UE), principal bailleur de fonds de l'OIM en zone Afrique (cf. Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique) ont compliqué la situation. En effet, cela a entraîné l'encombrement de tous les centres de transit nigériens situés entre Agadez (centre Niger) et la frontière avec l'Algérie, située à plus de 450 km au nord du pays. Les conditions de vie des résident-e-s des camps de transit au Niger, et notamment celui d'Assamakka, sont déplorables : pénurie d'eau, de nourriture, d'abris pour se protéger de la chaleur désertique pouvant

Zone Afrique

s'élever à 48 °C, blessures infectées, repas gâtés et absence de perspectives d'avenir car certain-e-s patientent plusieurs mois dans cet environnement.



PLUS D'INFOS ICI



« **"Nous sommes devenus du bétail" : au Niger, les migrants jetés dans l'enfer d'Assamaka,** » publié le 06/04/2023 par *Le Monde* (média français d'information générale)

traversé la frontière vers le Tchad qui ne bénéficient pas encore d'aide humanitaire s'abritent sous des arbres sans accès à l'eau potable ni à de la nourriture.



PLUS D'INFOS ICI



« **UNHCR mobilizes to help people fleeing Sudan for neighbouring countries** » publié le 25/04/2023 sur le site du *Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés*

| 25/04/2023

Conflit au Soudan: Au moins 20 000 réfugié-e-s au Tchad

Tchad. Le 25 avril 2023, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugié-e-s (HCR) a annoncé le déploiement d'aides humanitaires dans les pays frontaliers au Soudan. Cette décision a été prise en réaction aux affrontements ayant éclaté le 15 avril dernier à Khartoum, capitale soudanaise, et dans la région du Darfour, à l'est du pays. Des équipes d'urgence du HCR ont été déployées au Tchad, à la frontière soudanaise, afin d'offrir des produits de première nécessité (matelas, savon et ustensiles de cuisine) aux 20 000 réfugié-e-s soudanais-e-s ayant fui le récent conflit. Un site est actuellement à l'étude par le HCR afin d'accueillir les nouveaux et nouvelles arrivant-e-s, tandis que d'autres pourraient être relogé-e-s dans les 13 camps de réfugié-e-s existants, à l'est du Tchad, dans lesquels sont abrité-e-s plus de 400,000 réfugié-e-s soudanais-e-s. Dans l'attente d'une solution, les soudanais-e-s ayant

| 19/03/2023

Violences faites aux déplacés des camps du Darfour

Soudan (Darfour). Le viol récent de Nour El-Chams, une jeune fille de quatorze ans dans le camp de Delijie (centre Darfour) remet en lumière la grande insécurité et les exactions des droits de l'Homme que subissent les déplacé-e-s et réfugié-e-s des différents camps de la région du Darfour. En effet, ces personnes sont confrontées à de multiples risques de violence et d'attaques provenant de milices et interpellent les autorités soudanaises depuis 2020 pour garantir une meilleure sécurité dans les camps. Les femmes sont les principales victimes de ces violences. Plus de 20 viols dans la région ont été rapportés aux associations des droits au Darfour depuis le début de l'année 2023. Des militantes des droits des femmes des différents camps de Zelinji, Zamzam et Delijie rappellent que la réalité est beaucoup plus alarmante. Car en effet, au-delà des violences recrudescents et de l'inaction du pouvoir,

Zone Afrique

plusieurs femmes ne déposent pas plainte en raison de la peur de représailles.



PLUS D'INFOS ICI



« Darfour : dans les camps de déplacés, les femmes toujours victimes d'exactions », publié le 19/03/2023 par RFI, (média français d'information sur l'actualité mondiale)

| 12/04/2023

Conflit au Soudan : Au moins 20 000 réfugié-e-s au Tchad

Soudan. De nouvelles inondations du Nil Blanc au Soudan ont aggravé les conditions de vie dans le camp de réfugié-e-s d'Al Redis 1, entraînant de nouveaux déplacements. Les occupant-e-s du camp sont sans abris et enclavé-e-s en raison de la crue exceptionnelle qu'a connue le fleuve cette année. Dans cet article, le HCR précise que l'inondation a entraîné le déplacement de près de 8000 personnes des camps de réfugié-e-s et des régions environnantes. Face à cela, des aides de première nécessité ont été fournies aux déplacé-e-s de ces camps par le HCR et ses organisations partenaires. Cependant, l'organisation rappelle l'insuffisance de ses moyens face aux conséquences désastreuses de l'augmentation des phénomènes climatiques extrêmes. Une étude prévisionnelle du HCR a été menée pour anticiper la prochaine saison des pluies en mai, et pointe la nécessité de financer des projets de développement pour

assurer les infrastructures et la mise en place de solutions durables.



PLUS D'INFOS ICI



« Les inondations récurrentes au Soudan contraignent réfugiés et communautés d'accueil à se déplacer » publié le 12/04/2023 sur le site du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés

| 29/03/2023

Dans l'est de la RDC, un ramadan près des lignes de front

RDC. A moins de 10km de la frontière avec le Rwanda, dans le camp de Munigi, dans l'Est de la République Démocratique du Congo, les réfugié-e-s musulman-e-s rompent le jeûne du ramadan dans une cabane en planches, faisant office de mosquée. Après avoir fui les attaques du M23 plus au Nord, les habitant-e-s du camp vivent entassés dans des huttes de fortune où l'accès à la nourriture et à l'eau est limité. Face à cette insuffisance, plusieurs ablutions se font avec de la poussière ou de la boue. Selon Abda Juma Buranga, l'un des doyens du camps, l'iftar (repas du soir pendant le jeûne du ramadan) n'est possible que « grâce à des bienfaiteurs » ayant accordé plusieurs dons à la communauté, permettant à ses membres d'accéder à des rations de riz et d'haricots, bien que maigres. Fin mars 2023, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) estimait que 900.000 personnes avaient été contraint-e-s d'abandonner leurs maisons en raison de la

progression du M23 dans la région.



PLUS D'INFOS ICI



« **RDC : un Ramadan morose pour les musulmans déplacés par le M23** », publié le 29/03/2023 sur *Africa News*, (média panafricain multilingue d'information internationale)



PLUS D'INFOS ICI



« **Au Burundi, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) est contraint de réduire de moitié les rations alimentaires pour les réfugiés en raison de la réduction des financements** » publié le 30/03/2023 sur *WFP*, (site du Programme Alimentaire Mondial de l'ONU)

| 30/03/2023

Faute de fonds, le PAM réduit les rations alimentaires des réfugié-e-s congolais au Burundi

RDC-Burundi. Depuis le 1er avril 2023, le Programme alimentaire mondial (PAM) est contraint de réduire de moitié l'aide alimentaire destinée aux réfugié-e-s vivant au Burundi du fait de la diminution de ses financements et de la flambée des prix de la nourriture. Le PAM assistait près de 56 000 réfugié-e-s congolais ainsi que des rapatrié-e-s burundais hébergés dans les cinq principaux camps du pays dont Kinama, Nyankanda et Musasa. Face à cette annonce, l'ONU a exprimé son inquiétude quant à une possible exacerbation des tensions entre les communautés d'accueil et de réfugié-e-s dans ces structures du fait que la plupart d'entre eux comptent uniquement sur cet appui alimentaire pour subvenir aux besoins de leur famille. Le représentant du PAM au Burundi, Housainou Taal, s'est également exprimé affirmant que « 7,1 millions de dollars sont nécessaires d'urgence » pour remédier à la situation de l'ensemble des réfugié-e-s impactés par la réforme. Le Burundi héberge actuellement un total de 90 milles réfugié-e-s de nationalités différentes dont 50.000 dans les camps.




Zone Asie / Pacifique

06/04/2023

Des médias co-crés par des réfugié-e-s dans des camps pour se réapproprier leurs histoires

Bangladesh et Pakistan. La création de médias à l'initiative de réfugié-e-s rohingyas et afghan-e-s leur a permis de se réapproprier leurs récits. Dans le camp rohingya de Kutupalong, au Bangladesh, des résident-e-s rohingyas et des membres de la communauté bangladaise ont créé une radio communautaire diffusée en langue rohingya, Voice of Palong. Cette action est soutenue par DW Akademie, une initiative du média international allemand Deutsche Welle visant à promouvoir la liberté d'expression, et de l'association locale Young Power in Social Action (YPSA). D'autre part, Awaz-e Dosti, un programme radio en persan, pachto et dari, a été produit par des réfugié-e-s afghan-e-s au Pakistan et par leur communauté d'accueil, pour traiter notamment de la situation des réfugié-e-s vivant dans des camps au Pakistan. Il est aussi soutenu par DW Akademie, et par la Power99 Foundation, média communautaire pakistanais. Il est écouté en Afghanistan, au Pakistan et même au-delà.

“

NOS ARTICLES CRÉENT DES PONTS ENTRE LES COMMUNAUTÉS D'ACCUEIL ET LES RÉFUGIÉS. NOTRE TRAVAIL VISE À RÉDUIRE LES RISQUES DE CONFLIT

”

Shihab Jishan, chef de projet de YPSA pour Voice of Palong



PLUS D'INFOS ICI



« Ces médias portés par des réfugiés leur permettent de se réapproprier leur histoire », publié le 06/04/2023 par IJNet (média spécialisé dans l'actualité des médias créé par l'International Center for Journalists, une association de promotion du journalisme basée à Washington)

| 27/03/2023

Plus de 184 Rohingyas fuyant les camps ont accosté en Indonésie

Indonésie. D'après les autorités indonésiennes, plus de 184 réfugié-e-s rohingyas, dont soixante-dix femmes et vingt enfants, ont accosté à l'ouest de l'Indonésie. Ils sont arrivés le 27 mars dernier dans la localité de Peureulak, située dans la province d'Aceh Est, après avoir atteint la côte à la nage. Au moins cinq d'entre eux/elles ont été hospitalisé-e-s. D'après l'un des passagers, ils/elles ont été laissé-e-s en mer par le capitaine du bateau au bord duquel ils/elles se trouvaient. Chaque année, des milliers de Rohingyas tentent de rejoindre la Malaisie ou l'Indonésie par des voyages coûteux à bord d'embarcations précaires. D'après le HCR, ils étaient plus de 2000 dans ce cas en 2022, dont près de 200 ont perdu la vie.



PLUS D'INFOS ICI



« Indonésie : accostage de près de 200 Rohingyas », publié le 27/03/2023 par Le Figaro (journal quotidien français)

| 15/03/2023

Visite d'une délégation birmane auprès de réfugié-e-s rohingyas au Bangladesh

Bangladesh. Le 15 mars, une délégation des autorités birmanes s'est rendue dans la ville frontalière de Teknaf, au Bangladesh, pour rencontrer des réfugié-e-s rohingyas résidant dans les camps de Cox's Bazar. D'après Dhaka, l'objectif de cette visite est de préparer un éventuel rapatriement. C'est la première visite de représentant-e-s birman-e-s depuis la répression militaire exercée contre les Rohingyas en 2017, qui avait causé le déplacement d'environ 750 000 personnes vers le Bangladesh. D'après le commissaire adjoint aux réfugié-e-s du Bangladesh, Shamsud Douza, la délégation était composée de 17 personnes et menée par un haut fonctionnaire du ministère de l'Immigration. Plus de 700 réfugié-e-s devaient être interrogés par l'équipe afin d'évaluer la pertinence de leur retour en Birmanie.



PLUS D'INFOS ICI



« Bangladesh : une délégation birmane rend visite à des réfugiés rohingyas », publié le 15/03/2023 par la RTBF (Radio-Télévision Belge de la communauté Française, média audiovisuel public belge)

| 13/04/2023

Un rapport examine les relations entre résident-e-s rohingyas des camps et Bangladais-e-s

Bangladesh. L'United States Institute of Peace a publié, le 12 avril, un rapport qui examine les dynamiques conflictuelles entre les communautés d'accueil bangladaises et les réfugié-e-s rohingyas présent-e-s dans ce pays. Le rapport observe "des signes de mécontentement croissant dans la communauté d'accueil bangladaise concernant l'insécurité, le coût économique, les autres effets négatifs des camps de réfugiés", et des interactions rares mais souvent négatives lorsqu'elles se produisent. De leur côté, les réfugié-e-s perçoivent ces relations moins négativement. Les auteurs du rapport préconisent des mesures de résolution de conflits qui impliqueraient les citoyens, l'Etat bangladais, ainsi que la communauté internationale. Ce rapport se base sur des enquêtes et des recherches provenant de l'International Republican Institute (organisme sans but lucratif basé à Washington aux États-Unis lié au parti républicain dont le but est de "faire progresser la démocratie et la liberté", notamment en développant les institutions civiques)



PLUS D'INFOS ICI



« Discontent rising in Bangladeshi host community over negative effects of Rohingya camps: US Institute of Peace », publié le 13/04/2023 par The Business Standard (journal bangladais d'informations générales)

| 14/04/2023

Un réfugié victime d'une tentative de meurtre à Nauru demande une protection à l'Australie

Australie. Le 9 février 2021, Rajeskuma Rajagopal, réfugié sri lankais qui résidait sur l'île de Nauru, a été renversé par cinq Nauruan-e-s en voiture, qui l'ont écrasé à plusieurs reprises et battu. D'après un membre de l'équipe soignante qui l'a traité, c'était l'une des plus graves attaques de Nauruan-e-s contre des réfugié-e-s dont cette personne ait été témoin. A Nauru, depuis l'ouverture en 2016 des portes des camps de détention où les réfugié-e-s ayant tenté de rejoindre l'Australie par la mer étaient détenu-e-s, ceux/celles-ci circulent librement, peuvent travailler, et bénéficient d'une allocation de l'Etat australien. Cela a nourri chez certain-e-s une forme de ressentiment envers eux/elles, au sein d'une population nauruane où une personne sur cinq est sans emploi. Rajagopal a été transféré en Australie pour y être soigné et suivre une rééducation. Il y réside toujours, en détention, et handicapé de manière permanente. Ses demandes de droit au séjour ont été rejetées, et il envisage aujourd'hui de saisir la ministre de l'intérieur en dernier recours. La gravité de son cas a relancé les débats sur la scène politique australienne au sujet de la détention illimitée des réfugié-e-s.

“

IL A ÉTÉ MIS EN DANGER PAR LE GOUVERNEMENT AUSTRALIEN. IL DEVRAIT AVOIR LE DROIT DE RESTER.

”

Monique Ryan, députée indépendante ayant soutenu un projet de loi présenté en mars 2023 par le parti des Verts visant à faire venir les réfugiés détenus sur Nauru en Australie



PLUS D'INFOS ICI



« This man was almost murdered on Nauru as a refugee. He wants protection in Australia », publié le 14/04/2023 par *The Sydney Morning Herald* (journal quotidien australien)




Zone Amériques

| 06/04/2023

2300 visas humanitaires délivrés à des migrant-e-s qui campaient devant les bureaux de la Commission Mexicaine d'Assistance aux Réfugié-e-s

Mexique. Du 17 mars au 05 avril 2023, l'Institut National des Migrations du Mexique a délivré près de 2 300 visas humanitaires aux migrant-e-s encampé-e-s sur le parvis de la Commission Mexicaine d'Assistance aux Réfugié-e-s, place Giordano Bruno à Mexico. La décision a été prise en réponse aux manifestations de migrant-e-s qui ont eu lieu la semaine précédente. L'objectif des manifestant-e-s était de dénoncer la lenteur administrative d'obtention d'un visa humanitaire pour continuer leur parcours migratoire jusqu'aux États-Unis sans crainte d'être arrêtés par les autorités mexicaines. La ville a dû installer un camp temporaire d'urgence pour que ces personnes reçoivent une assistance mais certaines ont été envoyées dans d'autres villes. Ces migrant-e-s proviennent de différents pays d'Amérique latine (Chili, Équateur, Salvador, Cuba) mais aussi d'Asie (Afghanistan, Pakistan) et d'Afrique (Nigeria, Guinée).



PLUS D'INFOS ICI

« Más de dos mil 300 migrantes recibieron visas humanitarias para continuar su camino a EU » publié le 06/04/2023 par *La Razón de México* (quotidien mexicain)

| 02/04/2023

Mexique : incendie dans un centre de détention pour migrant-e-s à Ciudad Juárez.

Mexique. Le 27 mars, un incendie s'est produit dans un centre de détention pour migrant-e-s géré par l'Institut National des Migrations à Ciudad Juárez. La catastrophe a fait 40 morts et 29 blessés. Cet incendie a été provoqué par les personnes migrantes elles-mêmes comme signe de protestation contre la lenteur des procédures administratives d'une part, et après avoir appris leur retour involontaire imminent vers leur pays d'origine d'autre part. Cet incendie suscite un débat sur la responsabilité des autorités mexicaines, qui n'auraient pas rapidement porté secours aux migrant-e-s enfermés dans leur cellule. La ministre chargée de la Mobilité au Salvador (Cindy Portal) a qualifié l'incendie de "crime d'Etat" et demande la démission du directeur de l'Institut National des Migrations mexicain. Elle s'est rendue au Mexique afin de rapatrier les corps des 7 migrant-e-s salvadorien-ne-s décédé-e-s dans l'incendie.



PLUS D'INFOS ICI

« Incendio en Ciudad Juárez: la tragedia que puso en foco la situación de los migrantes en México » publié le 02/04/2023 par *France 24* (média international d'informations en continu)

Zone Amériques

| 05/04/2023

9000 réfugié-e-s sont bloqué-e-s à Necoclí en attendant de pouvoir rejoindre le Panama

Mexique. Suite à l'incendie du 27 mars 2023, le Président Andrés Manuel López Obrador s'est rendu au centre de rétention de Ciudad Juárez, en le qualifiant de "refuge". Les organisations de la société civile et de défense des droits des migrant-e-s dénoncent quant à elles les conditions déplorables et illégales dans lesquelles sont enfermé-e-s les migrant-e-s. Les centres de rétention sont supposés être des lieux qui accueillent les migrant-e-s ne possédant pas de titres de séjour. La Cour suprême du Mexique a rappelé que la durée maximale légale de rétention ne doit pas dépasser 36 heures ce qui n'est pas respecté

aujourd'hui. Par ailleurs, de nombreux témoignages révèlent la violation de droits fondamentaux : surpopulation des cellules, absence d'extincteurs, absence d'accès à l'eau, à l'alimentation et à conditions d'hygiène suffisantes, privation des biens personnels, actes inhumains, cruels et dégradants infligés aux personnes migrantes. L'ONG Amnesty International dénonce ces politiques migratoires restrictives et inhumaines des pays du continent nord-américain.



PLUS D'INFOS ICI



« Estaciones migratorias mexicanas, cárceles disfrazadas de albergues » publié le 05/04/2023 par RFI (média français d'information sur l'actualité mondiale)



RETROUVEZ-NOUS SUR

NOS RÉSEAUX SOCIAUX



@obsrefugies

Observatoire des
Camps de Réfugiés

@ObsRefugies

Observatoire des
Camps de Réfugiés

NOTRE SITE INTERNET



Observatoire des Camps de Réfugiés